

Réunion spéciale du Conseil national du SSG

Conférence téléphonique, le 28 février 2005

Appel à l'ordre

Mark Brunell, président national du SSG appelle à l'ordre la conférence téléphonique à 14 h 00, heure d'Ottawa. Il nomme à tour de rôle les dirigeants du Conseil national présents :

- | | |
|----------------------------------|---------------|
| • M. Brunell, président national | en personne |
| • S. Lambert, VP | en personne |
| • A. Sauvé, VPR | en personne |
| • B. Dennis, VP | par téléphone |
| • JP Fortin, VP | par téléphone |
| • B. Graves, VPR | par téléphone |
| • B. Walsh, VPR | par téléphone |
| • R. Ford, VPR | par téléphone |
| • D. Mahuda, VPR | par téléphone |
| • E. McCormick, VPR | par téléphone |
| • N. Lethbridge, VPR | par téléphone |
| • M. Lavery, VPR | par téléphone |
| • V. Denesiuk, VPR | par téléphone |
| • T. Sperling, VPR | par téléphone |
| • J.P. Fortin | par téléphone |
| • B. Boileau, VPR | par téléphone |
| • B. Kipper | en personne |
| • L. Griffin | en personne |

Absences prévues

- | | |
|--------------------|-------------------------------|
| • D. Poirier, VPR, | • R. Spencer, VPR |
| • P. Laberge, VPR, | • W. Findlay, Agente d'équité |
| • D. Charron, VPR. | |

MWB Il fait rapport de sa rencontre avec le sous-ministre et les sous-ministres adjoints, le vendredi 25 février 2005. Il déclare que c'est la pire réunion à laquelle il a assisté durant ses 25 années d'expérience syndicale.

La première partie de la réunion avec le sous-ministre s'est bien déroulée. Marshall a parlé environ 45 minutes. Il a soulevé les mêmes questions auxquelles il fait allusion depuis une année.

MWB lui a demandé si le nombre d'employé-e-s touchés est une donnée immuable. Le sous-ministre a répondu que non et qu'il examinerait toute proposition pour faire

des économies. Il dit également, que TPSGC est responsable d'environ le tiers des économies de l'ensemble du gouvernement.

La Direction générale des Acquisitions prévoit une réduction de 10 p. 100 des dépenses en achetant en gros les offres à commandes principales et nationales (OCPN). TPSGC va exercer un plus grand contrôle sur l'application des normes de bureau. Aucune pression ne sera exercée sur la main-d'oeuvre, à part celle d'apprendre à être plus efficace dans leur travail. Elle effectuera moins de petites transactions et davantage de transactions importantes. Les changements au sein de la Direction générale des Acquisitions auront plus de répercussions sur les petites entreprises. Le SSG ne croisera pas le fer avec cette Direction.

Les changements qui doivent survenir à la Direction des services d'information et de technologie ne sont pas clairs. TPSGC sera le fournisseur commun d'infrastructures. Le processus des achats sera uniformisé. Il pourrait y avoir des employé-e-s en provenance d'autres ministères qui seraient affectés à TPSGC. Il n'y aura pas de répercussions majeures sur les emplois pour le SSG.

La Direction générale des biens immobiliers est l'endroit où nous serons sans doute le plus durement frappés. Les chiffres préliminaires sont de l'ordre de 2 500 emplois et comprennent tous les agent-e-s négociateurs. Elle estime que les employé-e-s des groupes CR et AS seront redéployés assez facilement. Les répercussions se feront sentir davantage dans le secteur technique et le secteur des métiers. Environ 500 emplois seront touchés au cours des deux prochaines années et la Direction s'attend à ce qu'ils soient éliminés par attrition. Le moment critique viendra au cours de la troisième, quatrième et cinquième année. Le rapport de la Direction générale proposait d'autres formes de prestation de services (AFPS), mais le sous-ministre a déclaré que la Direction n'était pas engagée dans une voie inéluctable vers les AFPS.

C'était une réunion assez étonnante. Le sous-ministre s'est exprimé de façon très explicite pendant 45 minutes. Ensuite, Yvette Aloïsi a présenté son jeu d'acétates et tout s'est très bien déroulé. Puis nous avons discuté des plans de la Direction générale des BI. Nous voulions des renseignements plus détaillés concernant les secteurs qui seront les plus touchés et voir quels plans avaient été établis. La Direction générale des BI ne voulait pas fournir d'explications sur la signification des chiffres et ne pouvait pas donner de détails sur leurs plans. Cependant, elle a admis qu'elle n'avait ni sorti ni acheté des études à ce sujet.

La Direction générale des Acquisitions va nous rencontrer sous peu. La Direction des services d'information et de technologie et la Direction des Finances n'ont jamais causé problème. Nous avons été abasourdis par le fait que la Direction générale des BI n'était pas disposée à discuter de la question. Je suis très fier du travail que nous avons accompli au cours de la réunion. Nous avons démontré un grand professionnalisme tout en leur transmettant notre étonnement.

À l'issue de la rencontre, G. Curran et Y. Aloïsi ont communiqué avec moi pour m'exprimer leurs préoccupations et pour tenter de sauver nos rapports.

Je voudrais maintenant savoir si les membres du CN sont disposés à collaborer avec le ministère sur la stratégie des RH, à effectuer des analyses d'activités immobilières

et à examiner les efficacités. Nous ne sommes pas en mesure de savoir si leur offre est sérieuse à ce moment-ci, mais le sous-ministre a montré, par le passé, qu'il savait nous écouter.

Réponse Les membres du CN présents ont exprimé le sentiment qu'il était nécessaire de rencontrer TPSGC sur cette question et que nous devions rester en étroite communication par l'entremise de fréquentes conférences téléphoniques. Certains dirigeant-e-s ont dit craindre que nous faisons le travail à leur place et nous avons conclu que ce n'était pas de la cogestion.

La conférence téléphonique s'est terminée vers 15 h 00.